



HAL
open science

Une visite pour rien ? Le voyage officiel du Premier ministre Raymond Barre en Hongrie (27-29 octobre 1977)

Matthieu Boisdrón

► To cite this version:

Matthieu Boisdrón. Une visite pour rien ? Le voyage officiel du Premier ministre Raymond Barre en Hongrie (27-29 octobre 1977). Ferenc Gazdag. Vers une nouvelle Europe ? La France et l'Europe centrale au regard des relations franco-hongroises contemporaines, Dialóg Campus, pp.39-52, 2019, 978-615-6020-73-4. hal-02520759

HAL Id: hal-02520759

<https://hal.science/hal-02520759>

Submitted on 26 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une visite pour rien ? Le voyage officiel du Premier ministre Raymond Barre en Hongrie (27-29 octobre 1977)

Matthieu Boisdrón

Dans les années 1970, la Hongrie de János Kádár se dote d'une organisation moins rigoriste que les autres pays du bloc de l'Est. Ce système s'impose après la mise en place en janvier 1968 du « nouveau mécanisme économique » et prend ironiquement le nom de *Gulyáskommunizmus* (« socialisme du goulash »). À la suite de la conclusion, le 1^{er} août 1975, de l'Acte final de la CSCE¹, la Hongrie, « baraque la plus gaie du camp socialiste », apparaît comme une potentielle médiatrice². La détente intérieure rencontre alors la détente internationale³. Kádár entame pour la première fois des visites à l'Ouest. En décembre 1976, il est à Vienne, en juin 1977 à Rome et en juillet à Bonn.

Dans son camp, vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN, la France adopte elle aussi une position teintée d'indépendance. Malgré la politique engagée à l'Est par de Gaulle, les répressions d'octobre 1956 à Budapest et d'août 1968 à Prague ont empêché l'approfondissement de cette ouverture⁴. En outre, à la différence des relations entretenues par la France avec ses anciennes alliées encore relativement francophiles, malgré leur soviétisation, que sont la Pologne et la Roumanie, les rapports avec la Hongrie n'ont jamais eu de réelle consistance⁵. Paradoxalement, la distension des liens politiques et économiques mais l'ancienneté des relations sur le plan intellectuel et culturel rendent alors un rapprochement envisageable.

L'évolution positive de la situation internationale et les bonnes dispositions de Paris et de Budapest ouvrent une fenêtre propice à une contribution commune à la détente.

¹ BADALASSI, Nicolas (2011) : *Adieu Yalta ? La France, la détente et les origines de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, 1965–1975*. Thèse sous la direction de Frédéric Bozo, soutenue le 3 décembre 2011 à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris. 3.

² En juin 1992, Gyula Horn témoigne : « Dans les années 1970 nous avons été les seuls à prendre contact [...] avec les partis sociaux-démocrates ouest-européens ». MINK, Georges – SZUREK, Jean-Charles (1999) : *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*. Le Seuil, Paris. François Mitterrand se rend en Hongrie en mai 1976. BONNIN, Judith (2014) : *Les voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde (1971–1981)*. Rennes, PUR. ; « Voyage en Hongrie », *Le Poing et la Rose*, N° 51, juin 1976, 14–15; MITTERRAND, François (1977) : Ma part de vérité. *L'Unité*, 14–20 octobre 1977, 21.

³ GARADNAI Zoltán (2005) : La Hongrie de János Kádár et le processus d'Helsinki. La nécessité de la détente et ses limites intérieures et extérieures. In DU RÉAU, Élisabeth – MANIGAND, Christine dir. : *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours*. Paris, L'Harmattan. 123–139.

⁴ BOUILLON, Pierre (2016) : *Le prix de la détente ? La politique française en Hongrie et en Roumanie (1968–1977)*. Rennes, PUR. 48–57.

⁵ De Gaulle visite la Pologne en septembre 1967 et la Roumanie en mai 1968.

Un rendez-vous attendu des autorités hongroises

Les premiers contacts

Nommé le 25 août 1976, Raymond Barre, premier chef de gouvernement non gaulliste du premier président non gaulliste de la V^e République expose le 5 octobre ses orientations de politique extérieure qui ne diffèrent guère de celles de son prédécesseur, Jacques Chirac⁶. Profitant du processus d'Helsinki, il ouvre néanmoins la porte à un dialogue plus direct :

« [...] La sécurité de la France, c'est aussi la détente avec les pays de l'Est européen [...].

Le général de Gaulle a frayé les chemins de la détente [...] que nous veillerons à approfondir. [...] La [CSCE] a placé un jalon sur la voie de la compréhension mutuelle [...]. L'Alliance atlantique [...] n'a rien perdu de son utilité. Nous n'entendons pas en sortir, pas plus que nous n'entendons reprendre, au sein du commandement militaire intégré, la place que nous avons quittée [...] »⁷.

Le 23 février 1977, il rencontre l'ambassadeur de Hongrie Péter Veress qui lui remet une invitation de György Lázár, président du Conseil des ministres de la République populaire⁸. Jusqu'ici, quatre rencontres seulement avaient eu lieu entre chefs de gouvernements : avec Jenő Fock en mars 1968 à Paris, avec Pierre Messmer en juillet 1973 à Budapest et avec György Lázár en juin 1976 à Paris. Révélant une accélération du dialogue à haut niveau, le déplacement de Barre n'est pas considéré par les Hongrois comme le simple retour de la dernière visite en date faite par Lázár mais bien comme un palier vers l'intensification des relations bilatérales. Le communiqué final publié à l'issue de la rencontre Chirac-Lázár précisait en effet que le président de la République avait accepté l'invitation à se rendre en Hongrie à l'automne 1977⁹. La remise en cause de cette visite pour des raisons de politique intérieure française explique la transmission par Veress à Barre d'un message oral de Kádár espérant la venue de Giscard d'Estaing pour 1978. Le premier déplacement officiel d'un chef d'État français constituerait pour les Hongrois un important succès politique et explique leur insistance ; notamment après que le président de la République s'est rendu en Pologne (juin 1975), en URSS (octobre 1975) et en Yougoslavie (décembre 1976)¹⁰.

⁶ *Journal officiel de la République française. Débats parlementaires, Assemblée nationale*, séance du mercredi 5 juin 1974, déclaration de politique générale du Gouvernement, page 2492.

⁷ *Journal officiel de la République française. Débats parlementaires, Assemblée nationale*, séance du mardi 5 octobre 1976, déclaration de politique générale du Gouvernement, page 6327.

⁸ *Courrier de Jean-Pierre Beauchataud à Raymond Bressier, ambassadeur de France en Hongrie, 28 mars 1977*. Centre des archives diplomatiques de Nantes, fonds Budapest (CADN), art. 105.

⁹ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie, N° 276, 19 septembre 1977*. CADN, art. 105. György Lazar. Président du Conseil des Ministres. CADN, Budapest, article 105. De Gaulle et Pompidou avaient en leur temps donné des réponses dilatoires. BOUILLON 2016, 54.; 76.

¹⁰ Premier chef d'État en visite officielle en Yougoslavie, il rend la visite effectuée par Tito en 1956. Les relations sont difficiles : à la conférence des pays non-alignés de Colombo (16-19 août 1976), les Yougoslaves ont attaqué les accords conclus avec l'Afrique du Sud pour la construction de la centrale nucléaire de Koeberg.

Le déplacement de Barre en Hongrie traduit une réelle convergence de vues avec Giscard d'Estaing¹¹ qui tranche avec l'inimitié bien connue qui affectait les relations de ce dernier avec Chirac et qui avaient pu troubler l'orientation de la politique étrangère de la France¹².

L'organisation et le déroulement de la visite officielle

C'est après les élections municipales de mars et la mise en œuvre de la seconde partie du programme économique du gouvernement¹³ que la date du déplacement est fixée. De surcroît, l'ouverture à Belgrade, le 15 juin 1977, d'une rencontre préparatoire à la première conférence intermédiaire de la CSCE (4 octobre 1977-9 mars 1978) renforce l'intérêt de ce voyage. Après l'URSS où il se rend fin septembre 1976, Barre réserve à la Hongrie sa première visite à un pays du bloc de l'Est.

La délégation est composée de l'épouse du Premier ministre, Éva Barre, d'origine hongroise (née Hegedüs), d'André Rossi (ministre du Commerce extérieur), de Jean-François Deniau (secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères), de Christian d'Aumale (directeur délégué chargé des affaires économiques bilatérales au ministère des Affaires étrangères et co-président de la commission mixte franco-hongroise), de Roger Vaurs (directeur général des relations culturelles scientifiques et techniques du ministère des Affaires étrangères), de Jacques Alexandre (chef du service de presse du cabinet du Premier ministre), de Jean-Charles Rouher (cabinet du Premier ministre), de Philippe Esper (chef du service international du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat), de Jean-Pierre Beauchataud (sous-directeur au ministère des Affaires étrangères), d'Hélie de Noailles (cabinet du ministre du Commerce extérieur), d'Anne-Marie Moussa (direction des relations économiques extérieures), de Pierre Bugorgue (cabinet du Premier ministre) et de Jean-Marc Simon (cabinet du secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères).

Le jeudi 27 octobre, Barre se rend place des Héros (*Hősök tere*) pour un dépôt de gerbe. Suivent, au Parlement, trente minutes de conversation avec Lázár. Des consultations se déroulent entre Rossi et József Biró¹⁴, entre Deniau et Pál Rácz¹⁵, entre Vaurs et Rudolf

¹¹ RIMBAUD, Christiane (2015) : *Raymond Barre*. Paris, Perrin. 176.

¹² BADALASSI, Nicolas (2013) : Les accords d'Helsinki ou le triomphe des conceptions paneuropéennes du général de Gaulle. *Vingtième Siècle*, Cahier 3, N° 119. 68. note 5.

¹³ Le Plan Barre (septembre 1976) prévoit des mesures contre l'inflation et de défense du franc. Au printemps 1977, cette politique de rigueur est tempérée par des mesures sociales.

¹⁴ Ancien ajusteur né en 1921, il fait toute sa carrière au sein du ministère du Commerce extérieur. Il est directeur du département des salaires puis de la section des importations avant d'être nommé en 1955 directeur général de la centrale commerciale « Nikex ». Conseiller commercial à Londres en 1957, vice-ministre en 1962, ministre un an plus tard, il entre au comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH – *Magyar Szocialista Munkáspárt*) en 1967. Notice biographique. CADN, art. 105.

¹⁵ Né en 1928, il entre au parti communiste et au ministère des Affaires étrangères en 1948. En poste à Berne, Belgrade, Washington et New-York, il est expulsé des États-Unis en 1956. Conseiller de l'ambassade de Hongrie à Paris en 1957, il est en charge des affaires autrichiennes au ministère des Affaires étrangères de 1960 à 1963. Nommé ambassadeur en Égypte, il devient en 1968 chef du protocole du ministère des Affaires étrangères. En novembre 1970, il est nommé vice-ministre de l'Intérieur. Au début de l'année 1974 il devient vice-ministre des Affaires étrangères. En mars 1975, il est élu au comité central du PSOH avant de devenir secrétaire d'État aux Affaires étrangères en août 1976. Notice biographique. CADN, art. 105.

La nature des discussions bilatérales

L'économie au premier plan

À partir de 1976, face à l'accroissement du déficit extérieur de la France, « la priorité des priorités, c'est le commerce extérieur »¹⁹.

Présenté par Giscard d'Estaing comme « le meilleur économiste de France »²⁰, Barre accorde aux questions économiques l'essentiel de sa première discussion avec Veress. Avec « 1 Milliard de francs d'échanges en 1976 et seulement 38 MF de contrats signés la même année, les liens unissant les deux économies s'avèrent particulièrement ténus »²¹. La France est seulement le onzième partenaire de la Hongrie et son quatrième partenaire occidental après la RFA – « dont les ventes sont le quintuple des nôtres »²² –, l'Autriche et l'Italie. La France ne représente que 1,7% du commerce extérieur de la Hongrie qui n'est que son sixième partenaire du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM). Le volume d'échange représente cinq fois moins que le commerce franco-polonais. Le constat est sans appel : « Il s'agit d'une de nos moins bonnes performances en Europe de l'Est »²³. Pour Paris, « les responsables des entreprises hongroises donnent trop systématiquement la préférence à la technique et aux matériels d'origine allemande »²⁴. La France paie aussi le désintérêt de ses industriels²⁵. La Hongrie est très dépendante du pétrole soviétique certes vendu 30% moins cher qu'au prix mondial mais livré en quantité insuffisante. Budapest est dans l'obligation d'en importer du Moyen-Orient au prix fort en raison du choc pétrolier. Elle a aussi besoin de diversifier ses débouchés pour « réduire la prédominance allemande sur [son] marché »²⁶. Sa balance commerciale pour 1976 est donc déficitaire²⁷. Le pays dépend de l'extérieur pour la moitié de son revenu national²⁸ et est menacé « d'un endettement extérieur atteignant 1 milliard de \$ pour les seuls prêts à moyen terme accordés par l'Occident entre 1974 et 1977 »²⁹. Malgré l'efficacité de son appareil productif et la vitalité de sa demande intérieure, « le revenu réel par habitant n'a progressé que de 1% en 1976, trois fois moins que prévu »³⁰. Entre 1965 et 1975, le PNB progresse en moyenne annuelle de 6,5% par an ;

¹⁹ LACORNE, Denis (1985) : La politique de promotion des exportations ou le colbertisme dans les moyens en vue du libéralisme comme fin. In COHEN, Samy – SMOUTS, Marie-Claude dir. : *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing, La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 151.

²⁰ Le 25 août 1976, Giscard d'Estaing déclare à la télévision : M. Barre est sans doute le meilleur économiste français, en tout cas un des tout premiers. RIMBAUD 2015, 185.

²¹ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

²² *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

²³ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

²⁴ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

²⁵ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

²⁶ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977*. CADN, art. 105. Voir aussi GARADNAI 2005, 136. note 319.

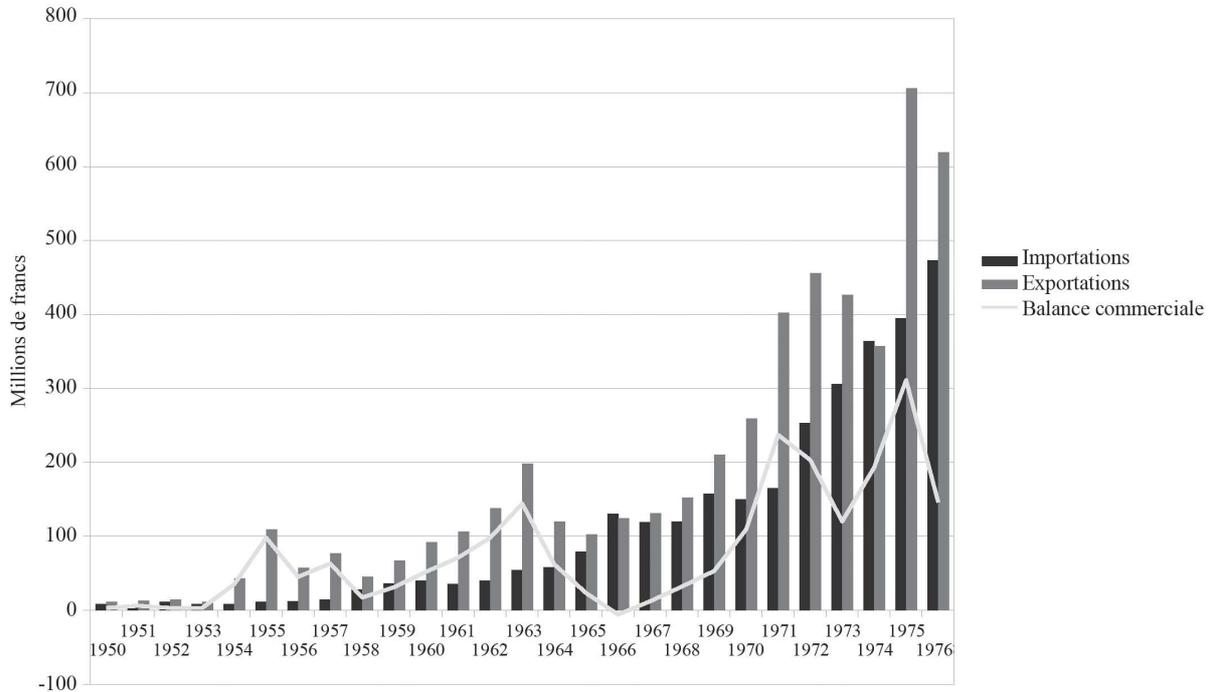
²⁷ *Entretien du Premier ministre avec l'ambassadeur de Hongrie (23 février 1977), Patrick Gautrat, 24 février 1977*. CADN, art. 105.

²⁸ *Hongrie : situation intérieure, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

²⁹ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

³⁰ *Hongrie : situation intérieure, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

un chiffre tombé à 3% en 1976³¹. Aussi, le « nouveau plan 1976-1980 apparaît donc comme un plan d'austérité »³².



2. vignette

Le commerce extérieur de la France avec la Hongrie, 1950–1976.

Source : Données retravaillées. CADN, Budapest, article 105.

Si « l'économie hongroise connaît actuellement une situation difficile qui ne favorise pas spontanément son rapprochement avec un partenaire supplémentaire »³³, les intérêts franco-hongrois convergent. L'ambition est de parvenir au doublement des échanges³⁴ qui ont progressé grâce à l'impulsion donnée par la visite de Lázár à Paris³⁵. Dans ces deux pays à l'économie administrée que sont la Hongrie et la France³⁶, « la réalisation de progrès [...] dépend principalement de la volonté politique »³⁷. Pour les huit premiers mois de 1977, les

³¹ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977.* CADN, art. 105.

³² *Hongrie : situation intérieure, 19 octobre 1977.* CADN, art. 105.

³³ *Hongrie : situation intérieure, 19 octobre 1977.* CADN, art. 105.

³⁴ *Toast de M. György Lázár, Président du Conseil des Ministres de la République Populaire Hongroise. Budapest, le 27 octobre 1977.* CADN, art. 105.

³⁵ *Communiqué conjoint franco-hongrois, 29 octobre 1977.* CADN, art. 105.

³⁶ L'économie française est alors « administrée, [les] réglementations [tiennent] lieu de politique économique [les] hommes les plus puissants de France [sont] le directeur du Trésor, le directeur du Budget, le directeur des Prix. [...] les échanges extérieurs [sont] encadrés et le contrôle des changes pesant. Les investissements à l'étranger comme les investissements étrangers en France soumis à autorisation préalable ». RIMBAUD (2015), *op. cit.*, 208.

³⁷ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977.* CADN, art. 105.

exportations françaises augmentent de 34% et les importations de 30%³⁸. Les Hongrois, dont les ventes en France sont en progression et dont la structure s'est améliorée grâce à l'exportation de davantage de produits finis, ont à cœur de réduire leur déficit commercial. La bonne tenue de la coopération industrielle a été rendue possible grâce à la commission mixte franco-hongroise créée en vertu de l'accord décennal de coopération économique industrielle et technique du 25 novembre 1974³⁹. Elle a permis de multiplier la conclusion d'accords-cadre entre entreprises et les échanges techniques⁴⁰. Les Français comprennent que les Hongrois « sont plus soucieux d'acquérir de la technologie que de développer simplement leurs échanges commerciaux »⁴¹. C'est ce qui motive leur insistance à obtenir l'ouverture à Paris d'un centre de documentation conformément aux dispositions de l'accord de coopération scientifique et technique du 28 juillet 1966. Les Hongrois, qui ont autorisé dès 1967 la mise en place de cette structure, s'impatiente des réticences françaises à accorder la réciprocité⁴². C'est le seul point de contentieux mais il est sérieux. À tel point que le Premier ministre doit autoriser sa mise sur pied pour 1978 et tordre le bras de l'Agence pour la coopération technique industrielle et économique (ACTIM). Le chef du gouvernement peut compter sur le soutien du ministère des Affaires étrangères qui conteste les réserves du ministère de l'Économie et des Finances dont dépend l'ACTIM⁴³. Cette dernière rechigne en effet à assumer les dépenses de fonctionnement – à la charge du pays hôte – d'autant qu'elle craint que cette décision ne fonde la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Bulgarie à solliciter la création d'une structure similaire à Paris⁴⁴. En contrepartie, la délégation française marque l'intérêt qu'elle porte à quatre dossiers : la création par Technip d'une usine pour un montant de 200 millions de francs ; l'acquisition par l'Académie des sciences d'ordinateurs de Honeywell-Bull (CII-HB)⁴⁵ et de LogAbax ; la construction par Novotel d'un hôtel de 400 chambres à Budapest pour un montant de 160 millions de francs ; la vente pour un montant de 80 millions de francs de turbines à gaz d'Alsthom, lié depuis avril 1977 par un accord-cadre avec Transelektro⁴⁶.

Les perspectives ouvertes et la levée de certaines difficultés permettent de faire sensiblement progresser d'autres questions.

³⁸ « Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977) », 19 octobre 1977. CADN, art. 105.

³⁹ La commission mixte compte cinq groupes de travail : développement industriel, informatique et électronique, construction, agriculture et industries agro-alimentaires, hydraulique.

⁴⁰ Avec Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK), Rhône-Poulenc, Alsthom-Atlantique, Creusot-Loire, CGR. Des missions d'industriels français sont organisées en Hongrie en octobre 1976 et mars 1977, des « journées hongroises » ont lieu à Nantes en avril 1977, des contacts sont pris entre les responsables français et hongrois de l'informatique et de l'électronique à Paris et Budapest en juin et septembre 1977, une semaine technique française est prévue en novembre 1977 à Budapest.

⁴¹ *Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁴² *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁴³ *Visite du Premier Ministre en Hongrie : ouverture en France d'un centre de documentation scientifique et technique hongrois et d'un centre de documentation scientifique et technique tchécoslovaque, 23 septembre 1977*. CADN, art. 105.

⁴⁴ *L'ouverture d'un centre de documentation hongroise à Paris, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁴⁵ Le président de CII, Jean-Pierre Brulé, rencontre en juin 1976 le Premier ministre hongrois qui visite également l'usine. BOUILLON 2016, 100.

⁴⁶ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977; Relations économiques franco-hongroises, 24 octobre 1977*. CADN, art. 105.

L'approfondissement des relations culturelles : une volonté partagée ?

En matière de coopération culturelle, la rente de situation relative dont bénéficiait la France s'est considérablement amoindrie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le rappel convenu, dans les allocutions de Barre, des liens unissant les deux pays depuis le Moyen-Âge relève de l'incantation diplomatique car malgré la création d'un Institut français à Budapest dès 1947, il faut attendre le 28 juillet 1966 pour que soit signé un accord culturel⁴⁷. Et les résultats ne sont pas à la hauteur. La langue française n'est étudiée que par seulement 9% des élèves et sa position se dégrade face à l'allemand (42%), l'anglais (29%) et même l'italien et l'espagnol⁴⁸. Dix ans plus tôt, le français était encore enseigné à 23% des lycéens⁴⁹ ! À l'Université, 5% des étudiants seulement optent pour le français⁵⁰. L'aveu d'impuissance est là : « Cette tendance paraît difficile à renverser »⁵¹. La diffusion du livre pose aussi problème. En 1966, la Hongrie était le 60^e importateur de livres français contre le 72^e en 1975⁵². La France cherche donc à s'appuyer sur la CSCE qui prévoit en « troisième corbeille » une coopération en matière éducative et culturelle. Le 26 février 1976 l'Université Paris I concluait ainsi avec l'Université ELTE un accord qui, un an après, n'a pourtant « donné jusqu'ici naissance à aucun vrai programme de coopération »⁵³. Des accords sont également signés entre Radio-France et la radiodiffusion hongroise (avril 1976) et entre la télévision hongroise et les chaînes « Antenne 2 » (octobre 1976) et « TF1 » (novembre 1976)⁵⁴. On cherche enfin à innover : en novembre 1976 est créée à l'Institut une téléthèque pour un investissement de 80 000 francs⁵⁵. Malgré ces efforts, le « Département consent, en faveur de la Hongrie, un effort financier relativement modeste (moins de 5 millions de francs par an) soit 8% des crédits consacrés à l'ensemble des pays d'Europe orientale »⁵⁶.

Les Hongrois font remarquer le déséquilibre qui existe en matière culturelle. Le nombre de traductions en français d'ouvrages hongrois a certes doublé, passant à dix en 1976⁵⁷, mais 69 livres français en 1974, 64 en 1975 et 72 en 1976 ont été traduits en hongrois pour un tirage en hausse de respectivement 1,9 million, 2,1 millions et 2,8 millions de volumes. En matière cinématographique, 16 films français ont été projetés en 1975 à 6,5 millions

⁴⁷ *Allocution prononcée à l'Institut français le 27 octobre 1977*. CADN, art. 105. MACHER Aniko (2002) : La diplomatie culturelle entre la France et la Hongrie de 1945 à 1949, vue de Hongrie. *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée. La culture dans les relations internationales*, Vol. 114, N° 1. 251–262.

⁴⁸ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁴⁹ *Documents diplomatiques français (DDF)*, 1966, tome II, 1^{er} juin–31 décembre, Vol. 30. Direction générale des affaires culturelles et techniques. Relations culturelles franco-hongroises, 18 juillet 1966, N° 142, Bruxelles, Peter Lang, 2006, 344–345.

⁵⁰ *Relations culturelles franco-hongroises, 11 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁵¹ *Relations culturelles franco-hongroises, 11 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁵² *Relations culturelles franco-hongroises, 11 octobre 1977*. CADN, art. 105. DDF, 1966, tome II, N° 142.

⁵³ HESSEL, Stéphane (1977) : Les relations internationales de l'Université. *Paris 1 Informations*, N° 1. avril 1977, 4–5.

⁵⁴ *Relations culturelles franco-hongroises, 11 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁵⁵ *Téléthèque de l'Institut Français de Budapest, N° 778, 19 octobre 1977*. CADN, art. 105. DIENER, Georges (1990) : Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut Français de Budapest. *Cahiers d'études hongroises*, Vol. 2, N° 2. 173–174.

⁵⁶ *Relations culturelles franco-hongroises, 11 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁵⁷ *Relations culturelles franco-hongroises, 11 octobre 1977*. CADN, art. 105.

de spectateurs hongrois⁵⁸. En revanche, le cinéma hongrois reste confidentiel en France, même s'il y rencontre un succès d'estime⁵⁹. Les Hongrois insistent, sans y parvenir, pour faire inscrire dans le communiqué de presse conjoint la notion de meilleur équilibre⁶⁰. Et si Barre reconnaît sans détour cette réalité⁶¹, l'insatisfaction est palpable. Cela explique en partie l'incident qui survient lors du 30^e anniversaire de l'Institut. Les autorités hongroises, après avoir suggéré l'invitation à cette cérémonie du ministre de la Culture Imre Pozsgay, « élément de pointe de la tendance "libérale" »⁶², finissent par se rétracter⁶³. Ce geste de mauvaise humeur témoigne aussi de tensions qui existent entre factions au sein des autorités hongroises face à la politique de détente⁶⁴.

D'avantage que les questions économiques, les relations culturelles sont relativement plus solides mais aussi empreintes d'enjeux plus politiques.

Des résultats en demi-teinte

Les questions internationales révélatrices d'ambiguïtés qui demeurent

Les principaux sujets internationaux abordés concernent le désarmement et, plus marginalement, les relations internationales nord-sud et la situation au Moyen Orient et en Afrique.

Pour les Français, « la Hongrie est l'une des premières à l'Est, à souhaiter l'affermissement de la détente »⁶⁵. Elle est « de tous les pays du Pacte de Varsovie, celui qui peut justifier du meilleur palmarès au regard des dispositions de l'Acte final d'Helsinki »⁶⁶ en matière de respect des droits de l'homme. Au moment de la visite de Barre, un seul « cas humanitaire », celui d'un médecin hongrois marié à une française, pose problème⁶⁷. Début novembre, l'affaire est réglée favorablement. Pour autant, les Hongrois souhaitent éviter de « recevoir trop de compliments »⁶⁸ et sont réticents à accepter une phrase relative au respect des libertés fondamentales dans le communiqué de presse commun⁶⁹. Les discussions touchent là un aspect qui heurte les pays socialistes. Le 31 juillet 1975 à Helsinki puis le 14 octobre 1976 à Moscou, le président français avait proposé une limitation de la

⁵⁸ *Entretiens des 27 et 28 octobre 1977 de M. Vauris avec M. Ronai, Secrétaire d'État, Président de l'Institut des Relations Culturelles de la République Populaire de Hongrie*. CADN, art. 105.

⁵⁹ Des films hongrois sont régulièrement sélectionnés à Cannes : *Psaume rouge (Még kér a nép)* de Miklós Jancsó en 1972, *Petőfi '73* de Ferenc Kardos en 1973, *Jeux de chat (Macskajáték)* de Károly Makk en 1974, *Pour Électre (Szerelmem, Elektra)* de Miklós Jancsó en 1975, *Où êtes-vous madame Déry ? (Déryné, hol van?)* de Gyula Maár en 1976, *Contes de Budapest (Budapesti mesék)* d'István Szabó en 1977. En 1976, le réalisateur András Kovács est membre du jury.

⁶⁰ *Communiqué franco-hongrois sur la visite du Premier Ministre, 26 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁶¹ *Allocution prononcée à l'Institut français le 27 octobre 1977; Discours du Premier ministre à l'allocution du président du Conseil hongrois le Jeudi 27 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁶² Tg. N° 377-380, Bressier à Paris, 13 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶³ Tg. N° 409, Bressier à Paris, Budapest, 17 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶⁴ Tg. N° 447-450, Bressier à Vauris, 22 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶⁵ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977)*, 19 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶⁶ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977)*, 19 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶⁷ Tg. N° 2473-2477, Martin à Paris, Belgrade, le 22 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶⁸ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977)*, 19 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁶⁹ *Communiqué franco-hongrois sur la visite du Premier Ministre, 26 octobre 1977*. CADN, art. 105.

compétition idéologique, suscitant l'irritation de Brejnev en raison de l'effet stimulant de la détente sur la dissidence soviétique⁷⁰. Or, Barre à son tour évoque en Hongrie la notion de détente idéologique. Kádár rétorque qu'il faut plutôt travailler à une forme de « tolérance idéologique »⁷¹. Cette situation explique que l'appréciation par les Français du bilan de la détente soit « plus restrictive que celle des Hongrois »⁷².

De la même manière, pour la France, rien « de sérieux [...] n'a été accompli dans le domaine du désarmement »⁷³. Les positions de la Hongrie « reflètent fidèlement »⁷⁴ celles de l'URSS. Budapest appuie les projets soviétiques que sont le traité d'interdiction des essais nucléaires, le projet de traité mondial de non-recours à la force, le projet de traité interdisant l'élaboration de nouvelles armes de destruction massive, le non-recours en premier à l'arme nucléaire et l'engagement au non-alignement des alliances. Paris ne participe pas aux négociations de Vienne (*Mutual and Balanced Force Reductions*) qui ont débuté en janvier 1973 avec pour objet la réduction des forces conventionnelles en Europe centrale. La Hongrie n'y elle-même qu'observatrice car son territoire, stratégiquement crucial pour l'URSS, est exclu du périmètre des pourparlers⁷⁵. La France ne voit dans les négociations MBFR qu'une « succession de concessions de l'Ouest »⁷⁶ et refuse la création de zones à statut spécial instituant des mesures de désarmement local et partiel. En vertu de ce principe de non-discrimination en matière de désarmement, Paris refuse toute interdiction des essais nucléaires « qui précéderait au lieu de suivre le désarmement nucléaire des superpuissances »⁷⁷. La France toutefois ne veut toutefois pas complètement fermer la porte et donne son accord au principe d'une conférence mondiale, proposée par l'URSS. Malgré les réserves de ses alliés, elle a aussi donné son adhésion à la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement prévue pour mai 1978 et considérée par les Soviétiques comme un moyen de relancer leur projet. Au refus hongrois du désarmement idéologique répond ainsi le refus français de la détente militaire.

Un autre sujet de déception concerne les relations CEE-CAEM. La Hongrie, dont les échanges commerciaux avec la CEE représentent le cinquième du total⁷⁸, voit dans cette coopération un moyen de réduire son déficit en levant les barrières à l'exportation. Cela passe par l'obtention de conditions plus avantageuses quant aux contingentements, de compétence communautaire. La Hongrie, premier pays du CAEM à rejoindre le GATT le 9 septembre

⁷⁰ TATU, Michel (1985) : Valéry Giscard d'Estaing et la détente. In COHEN – SMOUTS dir. : *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. 199–201.

⁷¹ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-28 octobre 1977), 8 novembre 1977; Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977), 19 octobre 1977*. CADN, art. 105. ROLLAT, Alain (1977) : Le voyage du Premier ministre en Hongrie. MM. Barre et Kadar se prononcent en faveur de la „tolérance idéologique”. *Le Monde*, 30–31. octobre 1977.

⁷² *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977)*, 19 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁷³ *Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie (27-29 octobre 1977)*, 19 octobre 1977. CADN, art. 105.

⁷⁴ *La Hongrie et le désarmement. Visite en Hongrie du Premier ministre, N° 355, 14 octobre 1977*. CADN, art. 105.

⁷⁵ *La Hongrie et le désarmement. Visite en Hongrie du Premier ministre, N° 355, 14 octobre 1977*. CADN, art. 105.; BOUILLON, Pierre (2015) : Un pivot pannonien ? La Hongrie, plate-forme stratégique du pacte de Varsovie. *Revue historique des armées*, N° 278. 105–115.

⁷⁶ BOUILLON 2015, 105–115.

⁷⁷ BOUILLON 2015, 105–115.

⁷⁸ *Relations entre la Hongrie et la CEE, N° 518. 19 octobre 1977*. CADN, art. 105.

1973 signe dès le 8 mars 1978 l'« Arrangement multifibres »⁷⁹. Néanmoins, elle réalise 66% de ses échanges avec le CAEM qui lui fournit « des possibilités de coopération qu'elle ne peut trouver ailleurs [l'incitant] à accepter une intégration plus marquée au sein de cette organisation »⁸⁰. À la suite des premiers contacts établis en 1973, le CAEM a proposé à la CEE, en février 1976, un accord pour une coopération étendue. Douchant les espoirs, la CEE a transmis en novembre 1976 un contre-projet envisageant l'établissement de simples relations de travail. Malgré une rencontre, le 21 septembre 1977, entre le président du CAEM Mihai Marinescu et le président du Conseil de la Communauté européenne Henri Simonet, la France, consciente de la volonté du CAEM de maximiser les avantages économiques tout en consolidant le *statu quo* politique, souhaite éviter que l'établissement de liens trop étroits ne renforce « au sein du CAEM une intégration qui limiterait l'autonomie des démocraties populaires »⁸¹. La mention relative aux relations entre CEE et CAEM est pour cette raison, à la demande de la partie française, retirée du projet hongrois de communiqué de presse commun⁸².

Si les échanges laissent accroître à une large convergence de vues, il apparaît que des désaccords parfois importants persistent.

Une étape notable des relations franco-hongroises

Il est ainsi légitime de se demander si cette visite a permis d'obtenir des progrès mesurables, mais aussi de faire changer de dimension une relation jusqu'ici plutôt atone.

Le premier résultat tangible est la transmission d'une invitation à Kádár à se rendre en visite officielle en France. Dès mars 1977, le projet de déplacement de Giscard d'Estaing en Hongrie avait en effet été écarté⁸³. Le nouveau climat des relations motive pourtant le développement de consultations régulières : il est prévu que les chefs de gouvernement, les ministres des Affaires étrangères et les ministres du Commerce extérieur se rencontreront une fois par an⁸⁴. Afin d'organiser la visite du premier secrétaire du PSOH à Paris du 15 au 17 novembre 1978, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Olivier Stirn se rend en Hongrie du 27 au 29 septembre. La France souhaite donner une certaine solennité à l'événement et propose une déclaration commune sur le modèle de celles signées avec l'URSS en 1966, la Pologne en 1967 et la Roumanie en 1968⁸⁵. Les Hongrois, qui avaient envisagé lors de la visite de Barre la signature d'une charte et qui avaient proposé, contre l'usage, que le communiqué de presse soit signé des deux parties afin de lui donner davantage de poids, acceptent avec intérêt cette proposition. Les progrès les plus significatifs concernent le désarmement. Les deux pays se prononcent en faveur d'un désarmement général sous

⁷⁹ *Relations économiques franco-hongroises, 24 octobre 1977. Relations économiques franco-hongroises, 19 octobre 1977.* CADN, art. 105.

⁸⁰ *Politique extérieure de la Hongrie, 20 octobre 1977.* CADN, art. 105.

⁸¹ *La Hongrie et les relations entre la CEE et le CAEM, N° 527, 13 octobre 1977.* CADN, art. 105.

⁸² *Communiqué franco-hongrois sur la visite du Premier Ministre, 26 octobre 1977.* CADN, art. 105.

⁸³ *Courrier de Jean-Pierre Beauchataud à Raymond Bressier, ambassadeur de France en Hongrie, 28 mars 1977. Visite officielle du Premier Ministre en Hongrie, N° 276. 19 septembre 1977.* CADN, art. 105.

⁸⁴ *Communication du Premier Ministre au Conseil des Ministres du Jeudi 3 Novembre.* CADN, art. 105.

⁸⁵ *Compte rendu des entretiens de M. Olivier Stirn à Budapest.* CADN, art. 106.

contrôle international. La conclusion d'un accord entre les États-Unis et l'URSS sur la limitation des armements stratégiques est souhaitée. En matière bilatérale, les deux ministres du Commerce extérieur signent un arrangement de coopération mutuelle. Enfin, le président de la République confirme – une nouvelle fois – qu'il a accepté l'invitation à se rendre en Hongrie.

Pour autant, en matière commerciale, les contingents européens continuent de freiner les exportations hongroises. De nouvelles difficultés surviennent, notamment la clause dite « de Berlin » qui vise à rappeler que Berlin Ouest fait partie intégrante de la CEE, ce que conteste l'URSS qui ne considère pas les secteurs ouest de la ville comme faisant partie de la RFA. Si la Hongrie, qui refuse la clause de Berlin, trouve un accord avec la CEE pour l'acier, il n'en est pas de même quant au textile⁸⁶. Par ailleurs, un an après la venue de Barre en Hongrie, il n'y a toujours pas eu d'opération française supérieure à 100 millions de francs. Certains dossiers ont même connu une issue malheureuse. C'est le cas pour Technip à qui échappe le contrat hongrois⁸⁷. Le crédit de 300 millions de dollars alloué par l'Autriche à la Hongrie pour le développement de ses infrastructures touristiques alimente le discours sur la préférence qu'accorderaient systématiquement les Hongrois à leurs traditionnels partenaires germaniques⁸⁸. Les Hongrois se plaignent, eux, de la faiblesse des bourses universitaires et s'agacent de la différence de traitement entre le centre technique français de Budapest et le centre hongrois de Paris, créé le 30 août 1978. L'organisme français dispose en effet de 12 employés à plein temps et 6 à mi-temps contre 3 seulement pour le centre hongrois⁸⁹.

La Hongrie doit finalement se contenter d'un succès diplomatique relatif qui la rapproche tout de même du niveau des relations entretenues par la France avec ses interlocuteurs polonais et roumain.

*

À court terme, les échanges économiques ne décollent pas et la collaboration culturelle ne connaît pas de retournement. Giscard d'Estaing ne fera jamais le voyage à Budapest alors qu'il se rendra en Roumanie en mars 1979. En privilégiant un des piliers traditionnels de la projection d'influence française – qui plus est un pays qui fait le choix de tourner le dos à toute libéralisation –, la France tempère la portée de l'argument essentiel développé en faveur de l'approfondissement des discussions avec la Hongrie ; à savoir le degré d'ouverture de ce pays et le niveau de tolérance atteint par le régime.

Une page des relations communes est néanmoins en passe d'être tournée. La diplomatie française reconnaît que la « Hongrie s'est retrouvée [...] victime [...] d'un dépeçage où nous avons joué un rôle important : «le diktat infâme de Trianon», pour reprendre un terme

⁸⁶ *Entretiens sur les relations économiques franco-hongroises, 22 mai 1978. Entretiens Stirn-Racz, Séance du vendredi matin 29 septembre.* CADN, art. 106.

⁸⁷ *Entretiens sur les relations économiques franco-hongroises, 22 mai 1978.* CADN, art. 106.

⁸⁸ *Entretiens Stirn-Racz, Entretien du mercredi 28 septembre au matin* (l'intitulé est erroné, il s'agit de l'entretien du jeudi 28 septembre). CADN, art. 106.

⁸⁹ *Arrangement entre la Chambre de Commerce de Hongrie et l'Association Française pour les diffusion des Techniques Hongroises relatif à la création et au fonctionnement du Centre d'Information sur les Techniques Hongroises, 30 août 1978. Note au sujet de l'ouverture, à Paris, d'un Centre d'Information sur les Techniques Hongroises.* CADN, art. 106.

utilisé par M. Kadar »⁹⁰. La première partie de l'échange Barre-Kádár du 28 octobre 1977 est consacrée à cette question et révèle la volonté de purger un passé difficile.

Malgré la tension est-ouest qui renaît à la fin des années 1970, la visite de Barre constitue l'amorce d'un véritable dialogue qui permet bientôt une réelle collaboration. C'est François Mitterrand qui, en juillet 1982, honore l'invitation faite à Giscard d'Estaing. Ce premier voyage officiel d'un chef d'État français n'est pas seulement dû à la proximité personnelle entre Mitterrand et Kádár mais il est aussi à mettre au crédit du travail engagé depuis les années 1970. L'étape que constitue le déplacement de Barre pose donc les bases de projets plus aboutis qui prendront leur pleine mesure dans les années 1980 et davantage encore après la transition de 1989.

Bibliographie

- BADALASSI, Nicolas (2011) : *Adieu Yalta ? La France, la détente et les origines de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, 1965–1975*. Thèse sous la direction de Frédéric Bozo, soutenue le 3 décembre 2011 à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris. 3.
- BADALASSI, Nicolas (2013) : Les accords d'Helsinki ou le triomphe des conceptions paneuropéennes du général de Gaulle. *Vingtième Siècle*, Cahier 3, N° 119. 68. note 5.
- BONNIN, Judith (2014) : *Les voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde (1971–1981)*. Rennes, PUR.
- BOUILLON, Pierre (2015) : Un pivot pannonien ? La Hongrie, plate-forme stratégique du pacte de Varsovie. *Revue historique des armées*, N° 278. 105–115.
- BOUILLON, Pierre (2016) : *Le prix de la détente ? La politique française en Hongrie et en Roumanie (1968–1977)*. Rennes, PUR. 48–57.
- DIENER, Georges (1990) : Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut Français de Budapest, *Cahiers d'études hongroises*, Vol. 2, N° 2. 173–174.
- GARADNAI Zoltán (2005) : La Hongrie de János Kádár et le processus d'Helsinki. La nécessité de la détente et ses limites intérieures et extérieures. In DU RÉAU, Élisabeth – MANIGAND, Christine dir. : *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours*. Paris, L'Harmattan. 123–139.
- HESSEL, Stéphane (1977) : Les relations internationales de l'Université. *Paris 1 Informations*, N° 1. avril 1977, 4–5.
- LACORNE, Denis (1985) : La politique de promotion des exportations ou le colbertisme dans les moyens en vue du libéralisme comme fin. In COHEN, Samy – SMOUTS, Marie-Claude dir. : *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing, La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 151.
- MACHER Anikó (2002) : La diplomatie culturelle entre la France et la Hongrie de 1945 à 1949, vue de Hongrie. *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée. La culture dans les relations internationales*, Vol. 114, N° 1. 251–262.
- MINK, Georges – SZUREK, Jean-Charles (1999) : *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*. Le Seuil, Paris.

⁹⁰ Visite officielle de M. Kadar en France (15-17 novembre 1978), 14 septembre 1978. CADN, art. 106.